



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library

LES SEPT

Derniers Articles accordés par le Roy & son Conseil , à Messieurs les Deputez des trois Estats.



A PARIS,

De l'Imprimerie d'Anthoine du Brueil, entre
le Pont S. Michel , & la ruë de la Harpe
à l'Etoile couronnee.

M. DC. XV.

Acc 84-546(81)



LES SEPT DERNIERS

*Articles accordez par le Roy &
son Conseil , à Messieurs
les Deputez des
trois Estats.*



LES fautes ne se re-
parent pas si prom-
ptement ny avec
tāt de facilité qu'el-
les se font , il s'en
faut beaucoup, à peine six annees
d'entiere reformation peuuent
elles bien souuent redresser ce
que deux mois de desordre au-
ront soudainement renuersé.
C'est pourquoy la Royne, Prin-
cesse esgallement iudicieuse &

debonnaire, preuoyant prudemment les inconueniens que les mauuais humeurs & corruptions pourroient apporter en l'Estat, s'il n'y estoit de bonne-heure pourueu, a tasché d'y remedier par des moyens conuenables à son autorité, le plus promptement qu'il luy a esté possible, pour couper chemin aux abus qui se glissent, & se sont iusques à present glissez dás les membres de ce grand corps de la France. Ceux qui ont veu les deportemens & le soing de ceste Royné durant sa Regence, peuuent clairement resmoigner que sa Majesté a esté de beaucoup plus soigneuse de la trāquilité publique, que de son autorité particuliere, & n'a rien eu en plus singuliere recommandation que le bien pu-

blic, le repos du peuple, la conseruation de la paix, & la restauration du Royaume: à laquelle iugeant tres-bien qu'il n'y a rien de si contraire que la guerre; Elle a par sa sage conduite tellement moderé toutes choses, que nous auons maintenant en toutes façons beaucoup plus sujet d'esperer que de craindre. Et estimant en outre que c'estoit fort peu de procurer la paix à la France avec les voisins, si elle ne coupoit aussi par mesme voye la racine à tant de corruptions qui se glissent en tous les ordres de l'Estat, s'est resoluë d'auancer la conuocation des Estats generaux proiectee il y a long temps pour y retrancher vne fois pour toutes, par vne bonne & serieuse reformatiõ d'Estat, les causes des

plus grands maux que le Royaume souffre. En quoy faisant sadite Majesté a ietté les fondements d'une longue & heureuse paix dans le Royaume, qui fortifié par la preuoyance Royale de tres-grandes & puissantes alliances au dehors, n'auoit besoing au dedans que d'un peu de reglemēt & d'ordre en certaines choses deprauees par la longueur & malice du temps. Car nous ne pouuons nier qu'il y ait des abus & desordres parmy nous: c'est la condition commune des choses humaines de n'estre iamais tellemēt accomplies, qu'il ne sy melle tousiours quelque tache ou imperfection. Partout où il y a des hommes il y a des deffauts. Ce que nous osons dire d'autant plus librement, que nous sçauôs

ladite Majesté l'aduoüer elle mesme, avec beaucoup de regret de n'y auoir peu aussi promptemēt mettre ordre qu'elle desiroit. Car comme les corps humains, ainsi les politiques, ont des saisons propres à la purgation, lesquelles si on ne choisit bien a propos, les remedes pour doux & excellents qu'ils soient, sont quelquefois, non seulement inutiles, mais souvent dommageables à la santé. Il y a quelquefois des considerations pour lesquelles les experts & habilles Medecins entretiennent quelque fluxion ou humeur peccante dans vn corps, mesme parfois vne siebure. Toutes choses ont leur temps & leur lieu. Il ne falloit donc point douter qu'aussi tost que la disposition des affaires du Roy le permet-

troit, elle qui iamais n'a eu autre but que la grandeur & felicité de ce Royaume, duquel elle a manié iusques à present heureusement le timon, en recherchant toutes sortes de moyens pour donner aux gens de bien le contentement de ceste reformation si longuement desirée. Ce qui ne se pouuant mieux faire que par vne ouuerture des Estats generaux, assemblez sous l'autorité Souueraine, comme il s'est veu, nous deuons tenir pour asseuré qu'il ne tiendra point à cela que la France (repurgee d'une partie de ses mauuaisés & violentes humeurs) ne reprenne dans peu de temps son ancienne splendeur & dignité. Elle s'en est tousiours bié trouuee autant de fois que la necessité des occurences en a faict
prendre

prendre le conseil à nos peres. Ne doutons nullement que la mesme sincerité qu'eux y ayāt esté apportee en la proposition des Articles, & en l'accord d'iceux. Par la prudence de M^oseigneur le Chancelier (qui sçait sagemēt peser le poids des cōsequen- ces plus necessaires de l'Estat de la France) nous n'en tirions le mesme fruit, profit, vtilité, & emoluemēt qu'ils en ont tiré. Car c'est là que les plaintes & remonstrances des sujets sont proposees avec vne egale reue- rence & liberté à ceux auxquels seuls appartient d'y donner ordre & faire droict : C'est là que ce descouurent les playes & les maladies de l'Estat, & ou s'y appliquent les remedes & appareils necessaires. C'est là en vn mot où se puisent dans le commun aduis des plus notables personnages de tous les ordres, les conseils plus salutaires & plus propres pour remet-

tre toutes choses en leur entier.

I.

DONT en ceste assemblée tant celebre des Estats, ayant esté remon-
stré les necessitez de la France, les
larmes & les souffrances du peuple
vexé, chargé, & appauvry faute de
soulagement pour les gages des ri-
ches, & que l'inuention de la Pau-
lette estoit tres pernicieuse, apres
disie, auoir esté remonstré les incô-
moditez, que l'establissement d'icel-
le auoit apporté à la France: sa Ma-
jesté assistee des Princes, Seigneurs,
Officiers, & Coseillers de son Con-
seil, pour de tres-iustes & bonnes
considerations, A voulu qu'elle fust
reuoquee, ostee, & abolie.

II.

ET QUE pour le soulagement
toutesfois de ceux qui tiennent les
charges & offices, & pour le bien
des particuliers, les Resignations

desdites charges & offices seront admises, pour lesquelles ne sera payé d'ores avant que le quart denier.

III.

A CONDITION toutesfois que lesdites Resignations n'aurent lieu sinon lors qu'elles aurent esté faites quarante iours avant la mort du resignant: que si la suruiuance des quarante iours n'est parfaite, Veut sadite Majesté que lesdites charges & offices soient supprimez iusques à certain nombre qui sera arresté par le Conseil.

IIII.

ADVENANT ainsi & de telle façon vacation ausdites offices qui seront hors le temps desdites Resignations, le Roy se reserue à y mettre & cōmettre personnes de science & de probité, telles qu'il luy plaira.

V.

ET P O U R C E que la chose plus
 necessaire au soustien & conserua-
 tion d'une Monarchie c'est la Iusti-
 ce : A esté de par sadite Majesté ac-
 cordé ausdits sieurs des Estats, que
 la Chambre de Justice, dont l'abo-
 lition fut faite en l'an 1607. seroit
 reestablie, pour cognoistre seulemēt
 des cas reseruez depuis ladite abo-
 lition.

VI.

ET D'AVTANT que la pauvre
 Noblesse & autres personnes de
 vertu, se voyent maintenant ban-
 nies des Offices & des Charges fau-
 te d'argent, & que tous les Offices
 de la maison tant du Roy que de
 Mōsieur & de Mesdames les sœurs,
 estoient tombez en venalité. Sadite
 Majesté pour recompenser ceux qui
 le meritent, A arrehtë, conclu, &
 accordé, que lesdites Offices tant de

sa Maison, que de Monsieur, & de Mesdames ses sœurs, ne se vendront plus d'oresnauant.

VII.

EN O V T R E, pour autant que les vrgentes affaires de l'Estat auoiēt contrainct sadite Majesté à gratifier les vns, & aux autres augmēter leurs pensions, choses que la necessité permettoit, pour le soulagement de ses finances (dont le meſnage est tant necessaire pour la conseruation du Royaume) elle a trouué bon, arresté, & accordé que l'esdites pensions seroient diminuees.

Et à fin que chacun des sujets soit plainement informé de la volonté que sadite Majesté a de procurer le bien de la Republique, le repos & le soulagement de tous, à satisfaict aux remonstrances faictes par lesdits sieurs deputez des trois Estats, puis les a honnestement congediez

& renuoyez en leurs Prouinces, faire la relatió de tout ce qui a esté proposé, accordé, arresté & rattifié, voulant toutesfois sadite Majesté qu'une personne de chaque ordre des Prouinces faisant lenóbre de trente six, demeurast auprez d'elle, pour entendre la responce generale desdites Prouinces & deputez d'icelle, attendant laquelle responce, lettres seront expediees par le Roy de tout ce que dessus par prouision.

Voila comme toutes choses ont esté retenues en estat pacifique par la sage conduite de la Royne, & de ceux qui l'ont assistee en la direction des affaires publicques, & reformation des ordres, à laquelle nous devons attribuer l'honneur & la gloire d'auoir restably tous lesdits ordres de ce Royaume en leur premiere splendeur, & liberté : reformé & asseuré le repos de la France & de

ceste Monarchie, avec autant de los que si elle en auoit acquis vn autre : respondans à ceux qui disent que les Estats generaux diminuent l'autorité du Roy, que tant s'en faut c'est le moyen de l'affermir & rendre perdurable.

Ceux qui sçauent la façon dont la Royne, tres-vertueuse Princesse, s'est comportee depuis le commencement de ces affaires iusques à ceste heure. La diligence dont elle a vſé pour mettre sur cette occurence, ordre à toutes choses, & la peine qu'elle y a prise, assistee entre autres de ce grand Soleil de la Iustice Monsieur le Chancelier, ne peuuent nier sans tres-grande ingratitude, voire mesme sans felonnie que nous neluy en ayons tous tant que nous sommes vne singuliere obligation. Il faut que nous le recognoissions & attestions : nous le recognoistront & at-

testerons, & en rendrons loüanges à Dieu, qui tient entre ses mains les cœurs des Grands, & par secrettes inspirations les tourne selon qu'il luy semble necessaire, où il veut, qui à seulement touché ceux de l'autorité desquels dependoit icy bas la resolution de telles affaires, qui preferrans l'intérest public au particulier, ont doucement composé toutes choses, & par vne prompte & entiere diligence ont affermy le repos public, donné soulagement au peuple au contentement de tous les gés de bien, en quoy on ne peut assez louer leur prudence & sagesse.

F I N.

